

L'étincelle

Pour la construction d'un parti  des travailleurs communiste et révolutionnaire

PSA
CT
VÉLIZY

Lundi 12 octobre 2020

« C'est de l'enfer des pauvres qu'est fait le paradis des riches » (Victor Hugo)

Vendredi dernier, le prix Nobel de la paix, sans trop se mouiller et se cantonnant à récompenser la charité, a été attribué au Programme alimentaire mondial. Du coup, cet organisme rappelait à juste titre que 9 % de la population mondiale ne mange pas à sa faim et que 135 millions de personnes sont en insécurité alimentaire. En France, à cause de la crise sanitaire et de la vague des licenciements, il y a eu une forte augmentation des demandes d'aides alimentaire en 2020.

La première cause en est la perte d'emploi, en comptant tous les CDD non renouvelés, les 151 000 postes en intérim supprimés. Les licenciements passés et à venir font prévoir un taux de chômage de 10 % d'ici la fin de l'année. Des auto-entrepreneurs, des travailleurs au noir, étudiants, retraités, et tant d'autres pendant le confinement et à sa suite, ont basculé de la précarité à la pauvreté.

L'État a jeté l'aumône : 100 euros d'aides d'urgence et des aides alimentaires aux plus démunis. Des mesures dérisoires quand on a un loyer à payer et des enfants à nourrir.

La crise sanitaire fait exploser les inégalités, les réformes gouvernementales aussi !

Avant la crise, il y avait déjà huit millions de pauvres en France du fait des nombreuses réformes menées par la droite et la gauche depuis des années. La diminution significative des allocations logement a appauvri les plus précaires, en premier lieu les mères célibataires qui ont subi une baisse de 30 % d'aides sur leur loyer. Ce sont aussi les multiples réformes cassant le droit du travail qui, en facilitant les licenciements et la précarité de l'emploi, ont laissé libre cours aux attaques patronales.

Macron président des riches ? Non, président des ultra-riches !

Les priorités des gouvernements Macron depuis le début de son quinquennat ? Appauvrir les pauvres et enrichir les riches. Avant la crise, les réformes fiscales : la suppression de l'ISF, remplacé par l'impôt sur la fortune immobilière et le prélèvement forfaitaire unique, qui ne taxe le capital qu'à 30 % sans progressivité, a concentré et fait exploser le versement

de dividendes (avec une hausse de 60 % dès 2018) et permis d'augmenter encore les revenus des 0,1 % les plus riches.

Depuis la crise, le gouvernement a mis des dizaines de milliards sur la table pour « sauver les entreprises », une véritable subvention aux licenciés. Auchan réalise 1,25 milliard de bénéfices sur les six premiers mois de 2020 et menace plus de 1 400 emplois sur tout le territoire. Sur le plan de relance de 100 milliards d'euros annoncé le 3 septembre, seuls 800 millions vont être investis pour aider les plus précaires. Malgré les discours du gouvernement et des politiciens de droite comme de gauche, qui sous prétexte de crise appellent les travailleurs à tout accepter, qui peut croire que les capitalistes perfusés n'auraient plus rien pour payer les salariés ?

Premiers contacts et rassemblements entre salariés

Mais les travailleurs menacés de licenciement ou de fermeture de sites ne sont pas restés sans réagir ces dernières semaines. Dans l'aéronautique à Toulouse, à Bridgestone à Béthune ou à la raffinerie de Grandpuits, certains tentent de manifester leur refus de payer la crise par des manifestations locales ou par des prises de contact avec d'autres entreprises ou par des montées à Paris.

Le 17 octobre prochain une manifestation est appelée à Paris par un certain nombre de structures de la CGT. La manifestation aura lieu dans le cadre d'une marche des sans-papiers, qui sont eux aussi des travailleurs menacés au premier chef par le chômage.

**Rendez-vous dans la rue le 17 octobre, à 14 heures
place de la République à Paris**

Récit d'une journée ordinaire à Vélizy

Arriver en voiture sur le parking Nord. Merde, il pleut... Essayer de se garer le plus près possible du tourniquet. Ouvrir son parapluie et marcher vite - tout en ayant l'air dégagé(e) - pour tenter de « gratter » quelques collègues dans la queue et éviter d'être trop trempé(e). Passer plusieurs minutes à attendre dans le froid et le vent. Arrivé(e) au tourniquet, réaliser l'exploit quotidien permettant d'entrer, à savoir : mettre du gel hydro alcoolique sur les mains tout en montrant son badge puis son attestation sur son smartphone et en enfilant un masque, tout cela pendant qu'on nous prend la température. Mission impossible : en laisser tomber son parapluie et tremper son 2^{ème} masque... Franchir (enfin !) le tourniquet, en sueur et déjà énervé(e). Arriver au bureau. Constaté immédiatement que les collègues déjà installés ont le manteau et tirent une tête de six pieds de long. Regarder le thermomètre pour confirmer ce qu'on sait déjà : 15°C dans le bâtiment et toujours pas de chauffage. Laver sa place avec une solution désinfect... Ah ben non, y en a plus. Commencer enfin à bosser. Au bout d'une heure, enfile à son tour la doudoune. Au bout de deux, avoir les pieds gelés. Au bout de trois, n'en plus pouvoir du bruit ambiant des collègues qui sont tous... en audio. Heureusement qu'on est venu pour se voir... C'est la pause déjeuner : aller manger en espérant que ça réchauffe. Un restaurant ouvert aux quatre vents... Récupérer le « plat du jour » à la consistance suspecte. Payer 7€. Chercher une table. Se jeter sur la première qui se libère. Commencer à manger avec le manteau (ben oui, il fait aussi froid qu'au bureau). Finalement, casser son couteau en plastique sur la viande. Craquer. Balancer ce qui reste à la poubelle. Repasser au bureau pour rafler ses affaires et repartir chez soi pour un après-midi en télétravail...

Relever la tête

On se pince parfois pour y croire. Et pourtant, voilà à quoi en est réduit notre quotidien sur le site depuis quelques semaines. Le 2^{ème} constructeur européen qui se vante de sa rentabilité (y compris en temps de COVID) et qui jongle avec les milliards d'euros pour préparer sa prochaine fusion nous laisse dans des conditions de travail ubuesques. On voudrait nous pousser de force à adopter le télétravail qu'on ne s'y prendrait pas autrement. Alors il ne s'agit pas de se replier dans sa bulle mais bien de relever la tête et de retisser les liens qui nous permettraient de refuser les diktats de la Direction.

Un festival

En octobre, c'est le festival du court-métrage d'humour de Meudon. Mauvaise nouvelle : notre comm' centrale y présente plusieurs de ses œuvres... Après la vidéo pour le moins « singulière » sur sa vision du télétravail, voici que débarquent les désormais cultes « 5'43 » de Xavier Chéreau. Où notre DRH préféré y aligne en anglais et sans ciller une impressionnante série de phrases remplies de son meilleur globish et donc vides du moindre sens. Une interminable séquence tenant plus des Monthy Python que d'une quelconque volonté d'informer puisque le message y reste : « 70% de télétravail pour tous et barrez-vous de la région parisienne ». Pas sûr que cette nouvelle production de nos studios gagne un prix au palmarès...

Un service en bonne santé !

Un compte-rendu du dernier CSE fait état du service médical du site. Et nous sommes ravis d'apprendre que malgré le départ à la retraite d'un médecin, nous restons suffisamment dotés par rapport à ce que prévoit la loi. De quoi sûrement faire face aux retards dans les visites médicales, pallier l'insuffisance du nombre d'infirmiers le tout dans le cadre d'une pandémie ?

Flex-appeal

La pandémie et le passage en télétravail est un bon moyen pour accélérer le développement des bureaux partagés (ou flex-office). La direction du Technocentre de Renault à Guyancourt revient à la charge également. Pourtant une première expérimentation lancée par Renault en 2006 avait été abandonnée en 2007 suite à une série de suicides au Technocentre. Les bureaux partagés avaient été identifiés comme source de mal-être...

La méthode à Gilles...

... s'invite chez Renault ! A travers le déploiement de la méthode « Agile », notre cher Le Borgne applique la restructuration de l'ingénierie Renault, ce qui va engendrer « des changements majeurs voire brutaux » pour les salariés d'après Secafi. Il cherche à rétablir les bénéfices et les dividendes des actionnaires comme il l'a fait chez PSA : des milliers de suppression de postes et une augmentation de la charge de travail pour ceux qui restent !

Pour nous suivre en télétravail :



www.convergencesrevolutionnaires.org



Convergences Révolutionnaires
NPA L'Étincelle - PSA région parisienne